



Convention de mise à disposition temporaire
du terrain du Clos Chapuis

ENTRE :

La Commune de La Côte Saint-André, représentée par son Maire ayant reçu délégation à cet effet par délibération du 29 avril 2025,

Ci-après dénommée « LA COMMUNE »,

D'UNE PART,

ET :

L'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique de La Côte Saint André représenté par son Président, Monsieur Patrick Gilibert

Ci-après dénommé « L'OGEC de La Côte Saint-André »

D'AUTRE PART,

EXPOSE

La commune est propriétaire du terrain sur l'espace « Clos Chapuis » à La Côte-Saint André, cadastré section BC parcelles 141, sise rue des Cordiers.

L'OGEC de La Côte Saint André, suite à l'extension de ses bâtiments d'enseignement et à la construction de l'école maternelle avec l'ensemble des équipements gérés par l'Institution, a sollicité la commune, propriétaire de la parcelle BC 141, limitrophe à l'établissement, pour l'aménagement d'un parking temporaire à usage de desserte et stationnement pendant la durée du chantier. Une convention d'occupation temporaire avait été conclue entre l'OGEC et la commune à cet effet.

Un accord a été conclu entre l'OGEC et la commune afin que celle-ci vende à l'OGEC ce terrain pour une utilisation exclusive de parking, sans possibilité de construction.

Dans l'attente de la vente effective de la parcelle, la convention doit être renouvelée, notamment de manière à pouvoir permettre le démarrage anticipé de travaux d'aménagement par l'OGEC.

PG

CECI EXPOSE, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE I : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions de mise à disposition et d'occupation des biens ci-dessous désignés.

ARTICLE II : DÉSIGNATION DES LIEUX

La Commune met à la disposition de l'OGEC de La Côte Saint André qui accepte le terrain, situé rue des Cordiers, cadastré section BC n°141, pour la gestion temporaire d'un parking.

ARTICLE III : DURÉE

La présente convention est consentie et acceptée à titre temporaire, jusqu'à la signature de l'acte de vente.

L'OGEC de La Côte Saint André ne pourra prétendre à aucune indemnité, formule de remplacement ou autre droit quelconque, à l'issue de cette période de mise à disposition.

ARTICLE IV : OBLIGATIONS DES SIGNATAIRES

L'OGEC de La Côte Saint André prendra à sa charge les travaux d'entretien du parking temporaire, du système de fermeture du parking et la réalisation du cheminement piéton. Il contrôle l'accès des véhicules.

L'OGEC de La Côte Saint André s'engage à n'utiliser les lieux qu'à usage de stationnement pour les personnels et usagers de l'établissement et de déposer minute pour les élèves du lundi au vendredi.

La Commune pourra sur simple demande auprès de l'OGEC de La Côte Saint André disposer de l'espace de stationnement pour pourvoir aux besoins de stationnement ponctuels liés à l'organisation d'une manifestation, charge à cette dernière de le rendre en l'état dans lequel il se trouvait avant cette utilisation.

Dans le cadre de ses projets d'aménagement, l'OGEC pourra entreprendre des travaux sur le tènement durant la période de mise à disposition temporaire, sous réserve d'avoir obtenu les autorisations nécessaires, notamment en matière d'urbanisme.

ARTICLE V : REDEVANCE

La présente convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE VI : ASSURANCE

La Commune décline toute responsabilité pour tout accident qui pourrait survenir à quelque titre que ce soit, l'OGEC de La Côte Saint André devant s'assurer lui-même au titre de sa responsabilité civile contre de tels risques, de sorte que la Commune ne puisse en aucun cas être inquiétée.

L'OGEC de La Côte Saint André occupe les lieux dans l'état où ils se trouvent à ses risques et périls sous son entière responsabilité.



ARTICLE VII : ENTRETIEN DU TERRAIN

L'OGEC de La Côte Saint André réalisera l'entretien du terrain mis à disposition.

ARTICLE VIII : RÉSILIATION

La convention pourra être résiliée avant son terme par chacune des parties, à charge pour celles-ci d'en avertir l'autre un mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE IX : LITIGES

Les parties conviennent qu'en cas de litiges portant sur l'interprétation ou sur l'exécution de la présente convention, d'épuiser toutes voies de règlement amiable avant de saisir le juge compétent.

Fait à La Côte Saint André, le 30 avril 2025

La commune

représentée par son maire

Joël GULLON



L'OGEC de La Côte St-André

représenté par son président

OGEC de
La Côte Saint André
Patrick ELIBERT 18 Avenue Maréchal Foch
38260 La Côte Saint André